

4

TRIBUNE

Ce que veut dire  
«on ne peut plus rien dire»

6

ENTRETIEN

Comment la ville construit  
l'inégalité hommes-femmes

7

PORTRAIT

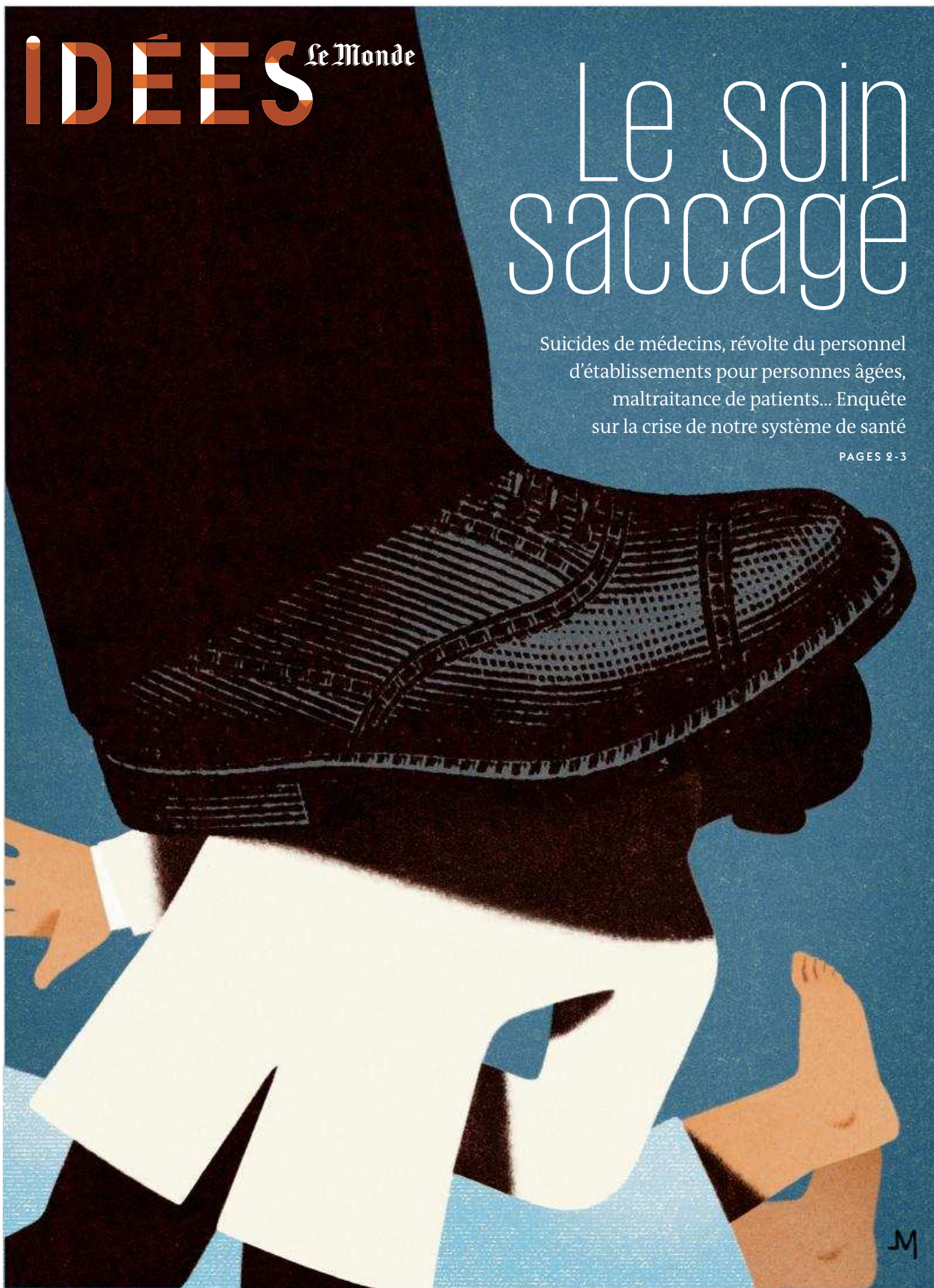
Les derniers jours  
de la caisse enregistreuse

**IDÉES** *Le Monde*

# Le soin saccagé

Suicides de médecins, révolte du personnel  
d'établissements pour personnes âgées,  
maltraitance de patients... Enquête  
sur la crise de notre système de santé

PAGES 2-3



JEAN-FRANÇOIS MARTIN

# L'hôpital malade du management

Des soignants isolés, mis en concurrence, dans l'incapacité de bien faire leur travail : appliquées sans discernement depuis le début des années 2000, les méthodes de gestion issues du privé sont une catastrophe pour les institutions sanitaires et sociales. Etat des lieux

CATHERINE VINCENT

Ce n'est plus un bouillonnement, c'est une explosion. Le 8 janvier, le ministère de la santé publie un rapport accablant sur le fonctionnement du centre hospitalier universitaire (CHU) de Grenoble, où un neurochirurgien de 36 ans s'est donné la mort, en novembre 2017, dans un bloc opératoire. Le 26 janvier, la ministre des solidarités et de la santé, Agnès Buzyn, présente un plan de douze mesures d'urgence en faveur des hôpitaux psychiatriques, en réponse aux mouvements de grève qui ont émergé ces derniers mois dans ces établissements. Le 30 janvier, à l'appel de sept syndicats, les personnels des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont en grève pour protester contre leurs conditions de travail. Le 19 février, dans le cadre du plan d'accompagnement des Ehpad, une commission sera installée par le ministère de la santé afin de proposer « une stratégie nationale de lutte contre la maltraitance... Jamais la situation des personnels soignants dans les hôpitaux et les maisons de retraite n'a paru si dégradée, avec pour conséquence directe le mauvais traitement des personnes vulnérables dont ils ont la charge.

Comment en est-on arrivé là ? Outre le manque de moyens et d'effectifs, le constat des observateurs est quasiment unanime : appliquées sans discernement, les méthodes de gestion et de management issues du privé sont une catastrophe pour les institutions sanitaires et sociales. L'organisation Action praticiens hôpital (APH), qui regroupe une dizaine de syndicats et a lancé fin 2017 un observatoire de la souffrance au travail, fait état de « pressions managériales » de plus en plus fortes de « l'hôpital-entreprise ». « Dans certains établissements, on n'est plus loin de ce qui se passe chez Lidl ou Amazon », affirme Nicole Smolski, présidente d'honneur d'APH. Les techniques managériales modernes seraient-elles incompatibles avec la philosophie et la pratique du soin ?

Communication constante de données, exigence de résultats économiques ou commerciaux, évaluations quantitatives : dans le but de réduire les déficits et de rendre les services de l'Etat plus efficaces, la fonction publique française a connu depuis 2000 de multiples réformes. Non sans douleur. Car le « nouveau management public » (New public management ou NPM), souligne Sabine Fortino, « heurte de plein fouet l'attachement des salariés au service public et à ses valeurs ». Dans un article publié en 2013 dans la revue *Participations*, cette sociologue du travail au CNRS note que ce n'est pas le changement en soi qui leur pose problème, mais « les dimensions idéologiques et sociétales dont il est porteur, ainsi que le nouveau rapport au travail qu'il suppose ». Un diagnostic particulièrement adapté aux personnels soignants hospitaliers, dont l'organisation du travail a été bouleversée par l'introduction des techniques managériales vers les années

2000, puis la loi Hôpital, patients, santé et territoire (HPST), promulguée en 2009.

« En plaçant des gestionnaires à la tête des hôpitaux, en leur donnant des pouvoirs exorbitants, on a complètement déséquilibré le rapport de pouvoir entre le personnel de soins et l'administration », résume Philippe Halimi, chef du service de radiologie de l'hôpital européen Georges-Pompidou, à Paris. En février 2016, ce médecin a créé l'Association nationale Jean-Louis Mégnière – du nom du cardiologue qui, fin 2015, s'était donné la mort dans ce même établissement –, afin de lutter contre le harcèlement moral et la maltraitance au sein de l'hôpital public. Elle organise, le 16 février à la Faculté de médecine de l'université Paris-Descartes, une « journée scientifique » sur ce thème. Une première.

## UN SYSTÈME « QUASI TOTALITAIRE »

Le professeur Halimi en est convaincu : si l'hôpital est si malade, c'est que son organisation actuelle, celle d'un système « quasi totalitaire », s'appuie sur une gouvernance où « 90 % des responsabilités sont dans les mains des directeurs d'établissement », qui « appliquent une logique administrative comptable pure et dure, incompatible avec la bonne marche de l'hôpital public ». Dans un article publié en 2017 dans la *Revue interdisciplinaire Management, homme & entreprise*, Marc Olivaux, Djelloul Arezki et Olivier Keramidis, spécialistes en sciences de gestion (Cergam, université Aix-Marseille), soulignent eux aussi les limites intrinsèques des techniques managériales dans les institutions de soins. Après avoir mené une enquête de terrain dans un centre hospitalier régional universitaire (CHRU), ils notent que ce mode de gestion, en faisant entrer l'hôpital dans une logique purement comptable, « génère des situations paradoxales » et entraîne notamment une baisse de l'autonomie et du pouvoir des professionnels. Dans un milieu médi-

Valérie Auslender, *Omerta à l'hôpital* (Michalon, 2017). Cette jeune médecin, attachée à Sciences Po, y rapporte les témoignages accablants d'une centaine d'étudiants en médecine ou en soins infirmiers. Annoncé il y a quelques semaines, le suicide à Paris d'une interne en dermatologie n'a hélas rien d'exceptionnel : selon l'Intersyndicale nationale des internes (ISNI), c'est le dixième survenu en un an parmi ces étudiants déjà confirmés. Et le personnel soignant dans son ensemble est aujourd'hui en détresse. Avec pour conséquence un risque d'erreurs médicales plus élevé, et une dégradation notable de la relation aux personnes vulnérables qu'il s'agit de prendre en charge.

Car la maltraitance institutionnelle ne se réfère pas uniquement aux horreurs régulièrement dénoncées dans les médias. « Elle peut se nichier dans les mille petits riens du quotidien qui, si on n'y prend garde, peuvent générer autant de souffrances accumulées », souligne Carine Marquain, psychologue clinicienne et coordonnatrice d'un dossier sur « La fabrique de la maltraitance » (revue *Vie sociale et traitements* n° 127, Eres, 2015). Non pas que les personnels soignants aient l'intention de nuire. Professeur en éthique médicale à l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée, la philosophe Corine Pelluchon, bien au contraire, dit avoir été frappée, lors de ses expériences de terrain, par « le travail extraordinaire et l'extrême dévouement du personnel soignant » dans les institutions publiques.

« Ce sont des gens de vocation, hypermotivés, qui supportent d'autant moins bien de ne pas pouvoir exercer leur métier correctement », affirme-t-elle. Mais depuis quelques années, elle observe de la part des soignants « une multiplication de réponses aberrantes à des situations inédites ». Or les situations de soins sont toujours inédites, notamment avec des malades ou des personnes très âgées, et ce ne sont pas les normes

« Il est insupportable pour un médecin de se voir expliquer par un gestionnaire combien de temps doit durer un rendez-vous avec un schizophrène »

DANIELLE LINHART  
sociologue

cal caractérisé par « une forte autonomie des acteurs », un milieu ayant des valeurs professionnelles et un code déontologique fort, cela ne passe pas.

« Il est insupportable pour un médecin, par exemple, de se voir expliquer par un gestionnaire combien de temps doit durer un rendez-vous avec un schizophrène ! », illustre la sociologue Danièle Linhart. Pour cette professeure émérite au CNRS, auteure de *La Comédie humaine du travail* (Eres, 2017), l'esprit managérial « consistant à imposer des normes sans tenir compte des métiers » est incompatible avec l'éthique professionnelle du service public. Et plus encore dans le domaine du soin. « C'est une chose que de chercher les voies d'une modernisation, c'en est une autre que d'appliquer à la lettre l'esprit capitaliste théorisé par Frederick Taylor à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, selon lequel, pour diriger une entreprise, il faut avant tout assoier sa domination sur ses salariés », résume-t-elle. Une stratégie qui vise – et parvient – « à réduire le collectif et à augmenter l'individualisation », faisant du travail « une épreuve solitaire, particulièrement douloureuse dans un milieu où l'on se retrouve confronté à des décisions difficiles ».

Conséquence : une souffrance des soignants de plus en plus aiguë. Les étudiants sont les premiers à en faire les frais, comme l'a dénoncé le livre choc de

et procédures qui peuvent résoudre ce type de problèmes. « Cette organisation managériale du travail engendre des contre-productivités qui sont néfastes aux soignants, aux soignés, à la sécurité sociale et à la société tout entière », poursuit la philosophe. Auteure d'un récent ouvrage sur *L'éthique de la considération* (Seuil, 288 p., 23 euros), elle dénonce au passage les fausses solutions que sont les normes de « bientraitance ». Celles qui consistent, par exemple, à prescrire cinq minutes pour faire la toilette d'une personne âgée en Ehpad. « C'est une absurdité, car trois minutes suffiront peut-être pour une malade calme et coopérante, quand il en faudra quinze pour un vieillard qui ne supporte pas l'intrusion d'une personne soignante dans son intimité ! »

Trop souvent, l'obligation de « bientraitance » se transforme ainsi en une maltraitance envers les soignants, placés dans une situation que Danièle Linhart appelle « le travail empêché ». « Autrement dit, un respect de la procédure tel qu'il vous empêche de faire ce que vous avez à faire, détaille cette sociologue. Exemple : j'ai besoin de 20 minutes pour faire manger cette personne, on me donne 10 minutes, et même si j'ai bricolé une fourchette spéciale, je n'y parviendrai pas, compte tenu de son temps de déglutition. Le travail empêché, c'est de ne pas pouvoir nourrir cette per-

sonne convenablement et sans maltraitance. Et le travail empêché à répétition peut créer un dégoût de son travail, voire une haine de soi. »

Face à cette avalanche de dysfonctionnements, la prise de conscience des pouvoirs publics est désormais manifeste. Nommé en janvier 2017 médiateur national pour l'amélioration de la qualité de vie au travail des professionnels de santé, Edouard Couty, très bon connaisseur du milieu hospitalier, s'est vu confier, à la suite du suicide survenu au CHU de Grenoble, la mission d'établir un diagnostic sur la situation de cet établissement : rendu public début janvier, son rapport épingle un fonctionnement entrepreneurial et une gestion du personnel s'appuyant trop systématiquement sur des critères de rentabilité liés aux « problématiques budgétaires ». La députée Monique Lborra (LRM), de son côté, a présenté en septembre 2017 les conclusions d'une « mission flash » menée afin de mieux appréhender les difficultés des Ehpad publics. Face à une population vieillissante et souffrant de pathologies de plus en plus complexes, elle a souligné « des sous-effectifs en personnel unanimement reconnus », un encadrement « plus technocratique qu'efficace », et « un foisonnement de normes qui pèse aujourd'hui sur les établissements ».

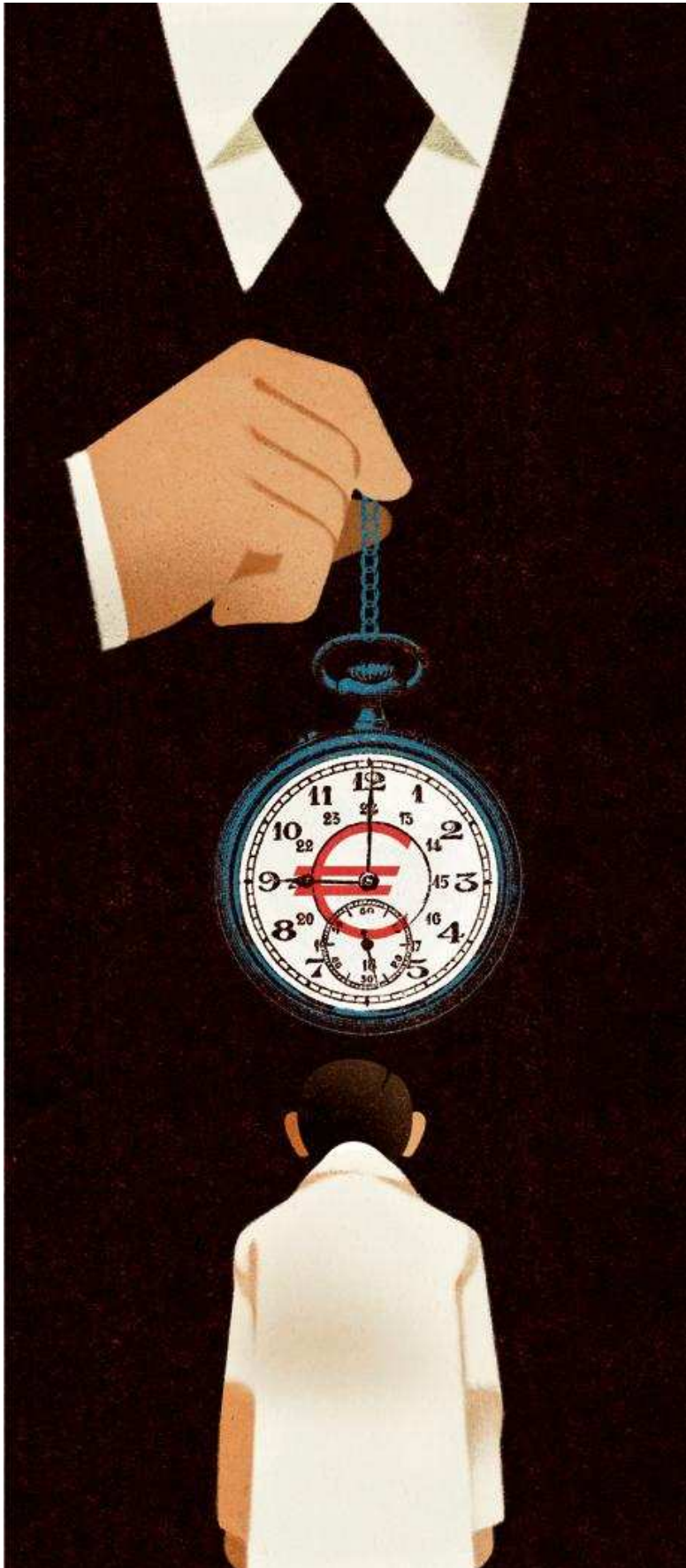
## LIMITER DES DÉGÂTS

Dans ces énormes paquebots que sont l'administration des hôpitaux et celle des maisons de retraite, comment limiter les dégâts ? « Il faut amender la loi HPST afin d'atténuer le déséquilibre des pouvoirs entre personnel soignant et administratif, ne pas promouvoir les directeurs d'établissement uniquement sur les résultats d'une gestion comptable, faire respecter l'Etat de droit en cas de harcèlement moral », énumère le docteur Halimi, qui espère la mise en œuvre rapide dans les hôpitaux, annoncée fin 2016, de médiateurs référents pour gérer les cas de harcèlement et de violence.

« Dans l'idéal, il faudrait un médiateur différent pour les étudiants, afin que ceux-ci puissent se confier à eux en toute liberté », ajoute Valérie Auslender, pour qui l'urgence est de « rompre la solitude des étudiants et des professionnels de santé, et de réinstaurer un climat de non-violence ». Figurant aux côtés d'une dizaine d'experts dans la deuxième partie d'*Omerta à l'hôpital*, le professeur Didier Sicard, ancien chef de service à l'hôpital Cochin et président d'honneur du Comité consultatif national d'éthique, écrit avoir été « bouleversé » par les témoignages recueillis par cette jeune médecin. Décrivant l'hôpital comme « un lieu ultra-technique, ultra-sécuritaire » et « confronté à une industrialisation du système de santé », il rappelle que « l'hyperspécialisation éloigne de l'humain en habituant le professionnel à des tâches complexes mais répétitives ».

Pour lutter contre cette dérive dangereuse, Corine Pelluchon, elle, raisonne en philosophe. « Le manque de temps, les sous-effectifs, les consignes absurdes ont évidemment des effets délétères sur le travail du soin, mais la faute n'incombe pas seulement à l'organisation managériale, estime-t-elle. La maltraitance, c'est souvent une sorte de panique qui s'installe, où le soignant perd sa capacité à réfléchir de manière libre, à utiliser son intelligence et son bon sens. Or, le soin avec les personnes est prudentiel, disait Aristote : c'est une réponse à une situation toujours singulière, pour laquelle il faut avoir du discernement moral, de la sagesse pratique, au lieu d'appliquer les règles de manière bête et méchante. Utiliser son bon sens, faire confiance à sa capacité de trouver la solution la plus juste, retrouver son autonomie et sa capacité d'agir, c'est une des ressources que l'on a pour résister à la contamination du mal. » Une voie étroite de résistance individuelle, en attendant que la situation, peut-être, s'améliore collectivement. ♦





JEAN-FRANÇOIS MARTIN

## « Les soignants sont contraints d'apporter leur concours à des actes qu'ils réprouvent »

Psychiatre, psychanalyste, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), Christophe Dejourné est spécialiste en psychodynamique du travail. Il a récemment publié *Le Choix. Souffrir au travail n'est pas une fatalité* (Bayard, 2015) et *Situations du travail* (PUF, 2016).

**Depuis quelques années, vous recevez dans votre cabinet des psychiatres des hôpitaux en grande souffrance. Que se passe-t-il ?**

Il s'agit souvent de chefs de service, qui sont dans des états psychiques préoccupants – états de confusion mentale, problèmes somatiques gravissimes. J'ai commencé à les voir arriver par grappes il y a environ quatre ans. Or, si de nouvelles formes de pathologie liées au travail apparaissent, c'est que quelque chose a changé dans son organisation. En l'occurrence, la généralisation des méthodes du *New Public Management* [« nouvelle gestion publique », NPM] aux services de soins.

**En quoi ces techniques de gestion rendent-elles malades les psychiatres hospitaliers ?**

Tous me font une description similaire de leur situation. Ce sont toujours des cliniciens fortement engagés, depuis de longues années, dans la pratique en institution. La décompensation psychopathologique survient quelques mois ou quelques années après l'arrivée d'un nouveau directeur, le plus souvent un jeune gestionnaire. Après un audit, celui-ci met en place des outils d'évaluation et des protocoles de soins. Avec deux priorités : des objectifs quantitatifs et des performances mesurables. Entre les deux, le gestionnaire ne veut rien savoir. Résultat : des conditions de travail ingérables pour les chefs de service. Ils doivent d'un côté diriger des équipes qui n'arrivent plus à fonctionner, de l'autre affronter une administration qui ne cesse de les harceler avec une série d'exigences n'ayant rien à voir avec leur métier. Cela provoque chez nombre d'entre eux des décompensations brutales qu'on ne voyait pas auparavant.

**Recevez-vous également des médecins hospitaliers non psychiatres ?**

Moins. D'une part parce que les psychiatres sont plus habitués que d'autres, quand ils vont mal, à aller voir un psychanalyste, d'autre part parce qu'ils connaissent mieux la psychodynamique du travail. Mais la souffrance est la même pour le cardiologue, le radiologue, l'anesthésiste ou le diabétologue.

**Pourquoi les méthodes du NPM sont-elles néfastes au travail des praticiens ?**

Autrefois, les hôpitaux étaient systématiquement dirigés par un médecin formé en administration-gestion. Depuis le tournant gestionnaire des années 2000, ils sont dirigés par un gestionnaire. La gouvernance par les nombres a ainsi remplacé un gouvernement qui faisait référence à des règles. Des règles de droit (du travail, de la protection des salariés), mais aussi des règles de métier, des manières de travailler qui exigent le respect de certains principes. L'administrateur d'un service hospitalier dirigeait sur la base de ces règles de métier, dont il connaissait le

langage et les valeurs. Cela produisait ce qu'on appelle l'éthos professionnel : une éthique fondée sur la connaissance du métier, qui organise le savoir-vivre, la convivialité et le respect de l'autre sur le lieu du travail.

**Comment cet ethos est-il affecté par la gouvernance du nombre ?**

Les gestionnaires ne connaissent pas le travail et ne veulent pas le connaître. Cela fait partie des principes des sciences de la gestion : ne rien savoir des règles de métier, pour asseoir sa domination et ne pas avoir à faire de compromis. Tout ce qui importe, c'est de mesurer les performances. Or les performances en question ne mesurent pas le travail du soin, et ne le mesureront jamais. On peut mesurer la qualité d'un traitement – et encore. Mais la relation avec le patient est du domaine de la subjectivité, sa qualité ne dépend pas de ce qui soigne. Elle dépend aussi du patient, de la coopération qui se constitue entre le prestataire et le destinataire du service du soin. Que vous soyez cardiologue, gastro-entérologue ou cancérologue, il faut que le patient travaille avec vous à son traitement. Et ça, ce n'est pas mesurable.

**Les médecins en souffrance que vous recevez évoquent toujours un contexte marqué par la solitude. Que devient, dans ce système managérial, la solidarité professionnelle ?**

Elle est réduite à néant, à l'aide d'un outil très simple : l'évaluation individualisée des performances. Cette dernière, qui est aussi une menace de sanction ou de licenciement, a des effets extrêmement puissants sur les relations entre les gens. Elle ouvre la voie à la concurrence déloyale, elle altère le savoir-vivre, le respect de l'autre, la solidarité, elle casse le collectif et introduit la peur dans le monde du travail. Il en résulte un affaiblissement de chacun et un accroissement de la solitude. Cette gestion entraîne donc la détérioration de notre travail, qui fait elle-même le lit de la maltraitance. Les soignants sont ainsi contraints d'apporter leur concours à des actes qu'ils réprouvent moralement : c'est ce que l'on appelle la souffrance éthique. Or cette souffrance est extrêmement grave : à force de trahir les règles du métier, à force de trahir les collègues qu'on ne défend pas, on finit par se trahir soi-même, ce qui ruine les bases éthiques de l'identité.

**Avec quelles conséquences ?**

Face à cette souffrance éthique, il y a deux réactions possibles. Soit on parvient à développer une stratégie de défense, ce qui produit une insensibilisation du soignant à la souffrance de l'autre. C'est la porte ouverte à la maltraitance chronique, et cela explique également les mauvais traitements que subissent, sur leurs lieux de stage, les étudiants – dont la bonne volonté et la sensibilité à la souffrance des malades réveillent la mauvaise conscience des soignants, heurtant de plein fouet leurs stratégies de défense. L'autre réaction, c'est la décompensation brutale, avec le risque de passage à l'acte. Cette souffrance éthique est l'élément déterminant de l'apparition des suicides sur les lieux de travail, chez les médecins et soignants hospitaliers comme partout ailleurs. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR C. V.

## B I L L E T

## Aux armes, jeunes lectrices !

Du «Meilleur maquillage couleurs arc-en-ciel» à «Dix slogans cool contre Donald Trump», il n'y a qu'un pas. Lequel est gaillardement franchi par une dizaine de médias progressistes qui prospèrent aux États-Unis, mêlant bons tuyaux anti-acné et diatribes politiques.

Ainsi, depuis 2013, *Affinity Magazine*, diffusé en ligne par et pour des ados épris de justice sociale, est mené tambour battant par une toute jeune rédactrice en chef, Evelyn Atieno, âgée de 16 ans à son lancement. De son côté, le bimensuel *Seventeen* vient de lancer Here, une plate-forme Web militante à destination de la jeune communauté LGBTQ. Blogueuse mode repentie, la précoce Tavi Gevinson (21 ans) pilote, quant à elle, le site *Rookie*, entre guide de

survie au collège et journal intime mélancolique. Les lectrices y partagent rêves, phobies, épisodes honteux et playlists thématiques.

## CONSCIENCE POLITIQUE

Un engouement générationnel favorisé par le contexte actuel, selon Elisa Lees Munoz, de l'International Women's Media Foundation, qui ajoute : «*La conscience politique des jeunes filles n'a pas de prix. Aux États-Unis, il existe un mythe sur la place des femmes dans la société, qui dit qu'on peut tout faire. L'actualité récente a démontré que ce n'était pas le cas et que la situation n'est pas la même pour toutes. Il faut donc préparer les filles à combattre notre culture qui dénigre les femmes.*» Ces titres ringardisent le paysage médiatique français où l'on pleure encore la disparition du mensuel *20 ans*, en 2006 : si quel-

ques publications de niche émergent, comme le magazine dessiné *Topo* ou la newsletter *Les Petites Glo', Okapi et Phosphore* ont l'air bien poussiéreux.

De l'autre côté de l'Atlantique, cette presse jeunesse grand public et politisée réactive également une tradition de magazines féminins engagés, comme *Ms* ou *Sassy*, disparu dans les années 1990. La transformation la plus spectaculaire revient à *Teen Vogue*, déclinaison jeunesse de *Vogue* au sein du groupe Condé Nast. La rédactrice en chef, Elaine Welteroth, avait fait de ce renouvellement sa mission, avant de quitter son poste en janvier : en 2016, elle signait un virulent édito anti-Trump avant, l'année suivante, de convier Hillary Clinton à évoquer ses souvenirs d'adolescence. *Teen Vogue* n'a pas pour autant délaissé son fonds de commerce, une frénésie consu-

mériste qui vaut au titre d'être parfois accusé d'opportunisme.

Dernier exemple en date, *Kazoo*, d'après le petit instrument de musique pétaradant, est né en 2016 grâce à une collecte de fonds participative. Ce semestriel s'adresse à un jeune public de 5 à 10 ans et compte aujourd'hui 13 000 abonnés. La rédactrice en chef, Erin Bried, se souvient de sa genèse : «*J'étais devant un kiosque à journaux avec ma fille de 5 ans. Les couvertures des magazines jeunesse étaient toutes les mêmes, avec des poupées Barbie, des robes et des princesses. Ma fille s'ennuyait à mourir car elle était obsédée par les pirates. Je me suis dit qu'on pouvait faire mieux que ça.*»

Si l'on retrouve dans ses pages les traditionnels jeux et activités, ceux-ci prennent la forme de portraits de femmes fortes, à l'image de ce jeu des différences

inspiré par l'essai *Une chambre à soi* (1929), de Virginia Woolf, qui ravira les parents. On peut y lire aussi des articles sur des scientifiques comme la primatologue Jane Goodall, des musiciennes comme Ani DiFranco ou des auteures comme Margaret Atwood. La ligne éditoriale exclut tout commentaire sur les vêtements ou le maquillage.

*Kazoo* a pour sous-titre «*Un magazine pour les filles qui n'ont pas peur de faire du bruit*». Son ambition pédagogique consiste en effet à déconstruire les stéréotypes sexistes véhiculés par la presse. «*On célèbre des filles brillantes, intrépides et curieuses. Si elles parlent fort et qu'elles ont du succès, on ne veut pas qu'elles pensent qu'elles sont une exception à la règle. Nous n'avons pas à leur donner la permission d'exister.*» ♦

CLÉMENTINE GALLOT

# « On ne peut plus rien dire »

## DIALECTIQUE DES « NOUVEAUX CENSURÉS »

## TRIBUNE

PAR DENIS RAMOND

Plus une semaine ne passe sans qu'un journal ne consacre sa « une » aux « nouveaux censeurs » ou aux excès du « politiquement correct ». On y évoque, pêle-mêle, la novlangue antiraciste, le puritanisme féministe, l'écriture inclusive, l'interdiction de la cigarette à l'écran et les dérives de la lutte contre le harcèlement sexuel. Des thèmes très différents, mais dont l'assemblage donne aux lecteurs la sensation qu'« on ne peut plus rien dire » dans un climat de plus en plus « totalitaire ». Le moment est sans doute venu de faire l'inventaire des arguments qui soutiennent ce constat catastrophiste – et d'éprouver sa validité.

D'abord, l'argument de la pente glissante. « On ne peut plus rien dire » recouvre en réalité deux affirmations : « on pouvait dire plus de choses avant » (sans que l'on sache quand exactement), et « on ne pourra bientôt plus rien dire du tout ». La liberté d'expression aurait ainsi connu un âge d'or avant d'être progressivement grignotée par des groupes qui veulent imposer le silence. Pourtant, la censure n'a jamais cessé de s'exercer : faut-il rappeler que *Charlie Hebdo* doit son acte de naissance à la censure gouvernementale de *Hara-Kiri*, à la suite de sa

« une » sur la mort du général de Gaulle ? En réalité, les nouveaux censurés ne dénoncent pas tant une réduction globale de la liberté d'expression qu'une sensibilité nouvelle aux expressions racistes et sexistes (par eux qualifiées pudiquement de « dérapages »). Les victimes des « nouvelles censures » manquent souvent d'arguments et de preuves. Ils recourent alors constamment aux anecdotes, dont la répétition et l'accumulation suggèrent un climat hostile à la liberté.

## VIOLENCES AUPARAVANT INAPERÇUES

Ensuite, la confusion entre censure et controverse. Les dénonciations du « politiquement correct » et de la censure ont lieu dans des pays qui protègent la liberté d'expression. Tous les maux semblent provenir des États-Unis, qui accordent pourtant, grâce au premier amendement, une garantie exceptionnelle à cette liberté. La situation n'est paradoxale qu'en apparence. C'est justement parce que la liberté d'expression y est si protégée que les groupes qui souhaitaient alerter sur les effets de certains discours ont emprunté une voie extrajudiciaire, lançant des controverses et des dénonciations publiques. Ceux qui ne « peuvent plus rien dire » qualifient de « censure » des actions dont l'objectif, la plupart du temps, est de soulever des questions nouvelles et d'attirer le regard sur des violences auparavant inaperçues. La récente polémique autour de la version de *Carmen*, de Leo Muscato, dans

laquelle l'héroïne tue son amant, contrairement à ce qui se passe dans l'original, est un exemple de cette confusion : loin de n'être qu'une simple interprétation (dont on peut toujours discuter), la mise en scène a été comparée à une authentique censure des versions antérieures. Les nouveaux censurés conçoivent la liberté d'expression comme un gâteau de taille limitée et craignent que les nouveaux arrivants ne viennent voler leur part. On comprend alors mieux ce qu'« on ne peut plus rien dire » veut dire : rien d'autre que la défense de privilèges, en particulier celui d'un droit exclusif à la parole.

Enfin, l'équivoque entre liberté et harcèlement. La lutte contre le harcèlement sexuel serait une forme insidieuse de censure. Si l'on ne peut plus faire certaines remarques, certains gestes, la liberté d'expression n'est-elle pas menacée ? Le rapprochement pourrait surprendre, mais, depuis le début des années 1990 aux États-Unis, des personnes accusées de harcèlement sexuel invoquent fréquemment, pour se défendre, les droits garantis par le premier amendement. L'assimilation permet ainsi de faire passer la lutte contre le harcèlement pour une censure d'autant plus redoutable qu'elle prend le masque de la défense des opprimés.

La liste devra certainement être complétée. Espérons, du moins, qu'elle permette de repérer et de contrer les procédés d'un discours d'autant plus bruyant qu'il se croit réduit au silence. ♦

DENIS RAMOND  
Chercheur en sciences politiques, enseignant à Sciences Po Lille.

TROIS  
QUESTIONS À  
NICK SRNICEK,  
PHILOSOPHE

## QUEL AVENIR POUR LE TRAVAIL APRÈS LE SALARIAT ?

# 1.

**Vous avez développé l'idée d'une société de post-travail, que vous appelez de vos vœux et qui devrait être, selon vous, un slogan mobilisateur. Comment la définiriez-vous ?**

Il vaudrait mieux parler de post-salariat, pour être plus précis, bien que ce dernier terme ne soit pas aussi accrocheur que le « post-travail ». Disons que, par là, j'entends, avec mon coauteur Alex Williams, l'organisation du travail, singulière et spécifique, qui s'est imposée dans le mode de production capitaliste. Le salariat n'existait pas sous cette forme généralisée avant le capitalisme. Aussi, pour nous, un monde post-travail devrait au minimum viser la suppression du pouvoir coercitif du salariat, dicté selon lequel on est censé trouver un emploi si l'on ne veut pas connaître la faim et finir sans abri. Le projet du post-travail se focalise sur l'élimination de cette dimension coercitive et sur le développement de la liberté.

Ce n'est pas pour autant la fin de l'effort individuel. Dans un monde post-travail, nous pourrions consacrer notre temps à développer des projets variés, aussi bien individuels que collectifs. Mais ce « travail » ne sera pas conditionné par l'obtention d'un salaire. Ce sera un travail choisi librement ou, au pire, déterminé par son utilité sociale. Le post-travail ne doit pas être envisagé comme une manière de battre en retraite vers le canapé; même s'il n'y a rien de mal à ça non plus, la vision morale qui exige de la productivité de chacun étant extrêmement nocive. On doit simplement considérer cela comme une libération par rapport aux contraintes que le salariat fait peser sur nous.

# 2.

**Quel rôle l'automatisation dans la société post-travail joue-t-elle ?**

L'automatisation, c'est simplement la prise en charge par la machine de ce qui nécessitait auparavant une action humaine intentionnelle et un effort. Dans un monde post-travail, l'automatisation vise à assurer le fonctionnement basique de la société, afin de permettre aux êtres humains de se consacrer aux activités intelligentes et créatives qu'ils souhaitent mener à bien. L'automatisation est ce qui nous permet à la fois de maintenir un haut niveau de vie et de libérer du temps, ce qui constitue la base de la liberté humaine.

Au bout du compte, toute vision progressiste de l'automatisation doit affronter la question de la propriété. Qui possède les robots ? Qui les contrôle, et qui s'enrichit grâce à eux ? La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est la suivante : ceux qui possèdent les nouvelles technologies sont aussi ceux qui en tirent profit de façon disproportionnée, accumulant les bénéfices pour leur compte, pendant que le reste de la société est victime de cette « disruption » technologique. C'est ainsi, pour l'instant, que le futur se dessine et nous devons le combattre pied à pied. Une des alternatives est de reconnaître la nature collective de ces innovations, à la fois dans la sphère financière et dans celle des idées. Et de fournir des rétributions collectives en rapport. Mais cela ne se fera pas sans lutte, et il faut que les travailleurs s'organisent pour y parvenir.

# 3.

**Pourquoi pensez-vous que le post-travail mènera au dépassement du capitalisme ?**

La fin du salariat serait un coup important porté au capitalisme, mais elle ne suffirait pas à elle seule à le remplacer. Pour arriver au post-capitalisme, nous avons besoin de trouver des moyens de dépasser l'Etat-nation, de remplacer le marché, d'éliminer la valeur marchande, et de mettre sur pied de nouvelles institutions démocratiques de grande envergure. C'est un vaste projet, mais qui est absolument indispensable pour le futur. Contrairement à la conception traditionnelle qui se focalisait sur une nécessaire finalité, le préfixe « post », lorsqu'il est employé par exemple dans « post-capitalisme », traduit au contraire une certaine forme de circonspection. Notre travail veut rompre avec tout déterminisme historique et toute vision mécanique du monde – le futur est radicalement ouvert, et le « post » est le « signifiant » de cette ouverture. Le fait que cette préposition prolifère aujourd'hui dans la pensée est le signe d'un basculement culturel majeur, qui rend envisageable depuis une décennie la fin du capitalisme. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS SANTOLARIA

## VU D'AILLEURS



### SOCIOLOGIE AUX ÉTATS-UNIS, L'ENFER DES EXPULSIONS

Donald Trump a construit sa fortune dans l'immobilier de luxe, c'est bien connu. On connaît cependant moins le détail de la politique qu'il poursuit en matière de logement, tant ses frasques squattent l'espace médiatique. Les orientations retenues auront pour tant un effet dévastateur : pour l'année en cours, le président des États-Unis souhaite réduire de 6 milliards de dollars le budget du ministère ad hoc, ce qui entraînera une grave diminution des aides au logement et le risque d'une augmentation en flèche du nombre de SDF.

Le sociologue Matthew Desmond a étudié la cruelle mécanique, dont le rythme promet de s'accroître. Dans *Evicted. Poverty and Profit in the American City* (« Expulsés. Pauvreté et profit dans la ville américaine », Crown, 2016, non traduit), un ouvrage récompensé du prix Pulitzer 2017, il montre l'impact, pour ceux qui en sont victimes, des expulsions locatives.

S'installant pendant plus d'un an dans les quartiers populaires de Milwaukee (Wisconsin), Matthew Desmond a suivi huit familles, dont certaines consacrent plus des trois quarts de leurs revenus à leur loyer. Le livre s'ouvre sur le parcours d'Arleen, mère célibataire de deux garçons. Expulsés en plein hiver, tous trois partent vivre dans un foyer pour SDF pendant plusieurs semaines, jusqu'à ce qu'Arleen retrouve un logement. Mais un inspecteur des services municipaux lui demande de quitter les lieux, jugés impropres à l'habitation. Au cours des mois suivants, elle doit déménager deux fois, avant de trouver un endroit convenable – dont elle est bientôt expulsée.

Cette instabilité a des effets dévastateurs. Les enfants changent sans cesse d'école, perdent leurs amis, vivent dans la crainte et sont exposés à la violence et aux charmes vénéneux des gangs. Changer si souvent d'adresse rend également très difficile l'obtention des aides au logement. Le temps passé à trouver un toit compromet les chances de garder un emploi. Enfin, il faut apprendre à anticiper une expulsion locative, partir avant que la police intervienne – ce qui est courant aux États-Unis – et que les meubles soient jetés dans la rue.

Le tableau que dresse Matthew Desmond serait incomplet sans la figure de Sherrena Tyler, ancienne institutrice et propriétaire de plusieurs biens locatifs, dont la devise est « *the hood is good* », ce que l'on pourrait traduire par « le ghetto, c'est du gâteau ».

Pour elle, les affaires sont bonnes : le marché est tel qu'elle peut louer des taudis presque au prix d'un appartement destiné à la classe moyenne. L'ouvrage, qui s'appuie sur des statistiques inédites compilées par le sociologue et son équipe de recherche, se lit comme un roman. Sans sombrer dans le misérabilisme, Matthew Desmond peint un portrait d'une Amérique cruelle et révèle une vérité trop ignorée : « *Si l'incarcération en est venue à définir la condition de l'homme noir issu des quartiers populaires, l'expulsion façonne la vie de femmes noires.* » ♦

MARC-OLIVIER BHERER

## RAPPORT D'ÉTONNEMENT PAR FRÉDÉRIC JOIGNOT

# Les algorithmes nous formatent

**B**eaucoup s'inquiètent que les robots et l'intelligence artificielle détrônent les humains dans tous les métiers. Mais peu se demandent : l'omniprésence des machines n'influence-t-elle pas les humains eux-mêmes ? Nos façons de penser et d'agir ? Nos manières de travailler ? Plutôt que de craindre les robots, ne devrions-nous pas redouter d'être nous-mêmes robotisés ? Nous connaissons le test imaginé en 1950 par le mathématicien Alan Turing pour évaluer l'intelligence d'un robot : elle est jugée de haut niveau quand un humain n'arrive plus à discerner s'il communique avec un homme ou avec une machine. Brett Frischmann, professeur de droit à l'université Villanova (Radnor Township, Pennsylvanie), a conçu un test de Turing « à l'envers » afin de « déterminer à quel moment les technologies nous déshumanisent ». Il cherche à identifier les qualités et les défauts qui nous distinguent des machines : le « *sens commun* », la « *pensée rationnelle* », mais aussi la capacité de se comporter de « *façon irrationnelle* » ou « *émotionnelle* » (car il existe chez l'homme une intelligence émotionnelle), enfin le « *libre arbitre* », défini comme le fait de vouloir être « *l'auteur de sa propre vie* ». Si ces capacités vous manquent, vous avez réussi le test de Frischmann : vous êtes devenu un robot.

### RELATIONS DÉSINCARNÉES

Brett Frischmann s'apprete à publier, avec le philosophe des technologies Evan Selinger, *Re-Engineering Humanity* (Cambridge University Press, à paraître en avril). Ils y pointent tous les domaines de nos vies dans lesquels nous sommes robotisés. Par exemple, nous ne savons plus si l'opérateur d'un centre téléphonique est un être humain ou une machine. Si les « joyeux anniversaires » envoyés par LinkedIn ou Facebook le sont par des vraies personnes ou par des bots. Si les messages chaleureux reçus par mails proviennent d'avatars. De fait, les relations humaines se raréfient dans nombre de nos communications avec les services et les institutions. Nous nous habituons tant et si bien à vivre des relations désincarnées que nous finissons, des études psychologiques le montrent, par les reproduire avec les humains – comme le dit Selinger : « *l'automatique* » remplace de plus en plus « *le délibératif* ».

Cette robotisation de l'esprit, estiment les deux chercheurs, a commencé au début du XX<sup>e</sup> siècle dans le monde du travail avec le taylorisme : « *Taylor et ses disciples ont exalté les vertus de la décomposition des tâches en intrants et extrants, en processus et procédures analysés mathématiquement et transformés en recettes pour une production efficace.* » Or, cette organisation « scientifique » du travail se poursuit dans les entreprises informatisées (Uber, Amazon, ateliers robotisés...), où des « *plates-formes numériques* » gèrent les travailleurs, les surveillent, les suivent à la trace – si bien que l'employé d'un entrepôt d'Amazon déclarait, dans un reportage diffusé en 2013 par la BBC : « *Nous sommes des robots. Nous pourrions aussi bien brancher notre scanner sur nous-mêmes.* »

Pour Frischmann et Selinger, la robotisation n'a pas seulement gagné les employés et l'entreprise. Chacun de nous, ligoté dans les réseaux sociaux, est en permanence identifié, géolocalisé, numérisé, modélisé, évalué par des algorithmes, transformé en données pour le Big Data. Nos manières d'être et de réfléchir sont influencées par le fait que nous sommes encerclés d'« *armes de destruction mathématique* ». L'expression est celle de la mathématicienne américaine Cathy O'Neil, experte de la finance devenue militante d'Occupy Wall Street après la crise des subprimes, auteure en 2016 de *Weapons of Math Destruction* (Crown Books, non traduit). Elle y décrit comment nous avons abandonné aux algorithmes – à des robots – notre gestion du temps et des risques dans l'éducation, la publicité, la justice, la finance, l'assurance, la police, le recrutement... Or, les algorithmes sont loin d'être neutres ou scientifiques, comme on l'a vu pendant la crise financière de 2007 où ils n'ont fait qu'amplifier l'aveuglement général. O'Neil donne mille exemples où ils décident à notre place, parfois de façon inhumaine. Des étudiants écartés d'une embauche après un premier test de personnalité se voient par la suite refuser tout travail parce que toutes les entreprises utilisent le même test. Un DRH lance une enquête sur l'excellence à tel ou tel poste et en conclut que les femmes ne sont pas aptes pour cette fonction : l'algorithme n'a fait que confirmer un préjugé. Or, pour Cathy O'Neil, c'est certain : « *Le monde réel, humain, avec toutes ses complications, est en dehors de l'univers des algorithmes.* » Cela ne les empêche pas d'organiser notre compréhension du monde... jusqu'au moment où la « bulle » du réel éclate. ♦

ut  
»

NICK SRNICEK  
Enseignant en économie numérique au King's College de Londres, il est, avec Alex Williams, l'auteur d'un texte paru en 2013, *Accélérons ! Manifeste pour une politique accélérionniste* (Adespot, 2017), qui lui a valu d'apparaître comme l'un des chefs de file de l'« *accélérationnisme* », mouvement défendant le dépassement du capitalisme « par le haut ». Il est également l'auteur, avec Alex Williams, d'*Accélérer le futur. Post-travail & post-capitalisme* (Cité du design, 2017).



# « L'aménagement des villes construit l'inégalité »

Les disparités entre femmes et hommes pourraient être aggravées par l'émergence de la ville dite « durable et intelligente », redoute le géographe Yves Raibaud, qui constate l'échec des politiques urbaines de mixité

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CLAIRE LEGROS

**S**pécialiste de la géographie du genre, Yves Raibaud est enseignant-chercheur à l'université Bordeaux-Montaigne. Il est l'auteur de *La Ville faite par et pour les hommes* (Belin, 2015).

**Vous dénoncez depuis longtemps la banalisation du harcèlement des femmes dans l'espace urbain et ses conséquences sur leurs droits. Avez-vous été surpris par la libération de la parole sur ce sujet ?**

Cette prise de parole corrobore nos études de géographie sur la place des femmes dans la ville et le harcèlement de rue. Le sentiment d'insécurité y est totalement asymétrique : la nuit, on constate une baisse de fréquentation des rues piétonnières de 25 % à 50 % pour les femmes, qui adoptent des stratégies d'évitement. Quand des lieux publics ou des lignes de bus ne sont plus fréquentés que par des hommes, il existe une discrimination devant l'impôt. Ce qui est choquant, c'est que cette situation ait été acceptée si longtemps par les pouvoirs publics.

**Vous montrez que les institutions sont loin d'être neutres et favorisent la place des hommes en ville. De quelles façons ?**

Nos études sur l'offre de loisirs montrent que, à Bordeaux, les deux tiers des activités mises en place par les pouvoirs publics sont destinées aux garçons. Quand on s'intéresse à d'autres villes en Europe, on trouve un chiffre équivalent. On considère d'intérêt général que les jeunes garçons puissent libérer leur énergie sur un terrain de football ou un skatepark, des espaces dont on ne dit jamais qu'ils sont non mixtes mais qui, de fait, sont des terrains masculins.

**L'exclusion spatiale commence dès la cour de récréation. Comment cela se passe-t-il ?**

À l'école, le terrain de foot est souvent situé à milieu de la cour et accaparé par les garçons. Avec ce ballon qui roule, les filles apprennent à esquiver, à pratiquer des jeux qui ne prennent pas de place. Cet aménagement est porteur de sens, il construit l'inégalité en inscrivant dans l'éducation que les garçons sont au centre et les filles en périphérie. On attribue souvent aux filles la responsabilité de ne pas « aimer » le sport. Mais lorsqu'on les interroge, elles racontent des expériences douloureuses d'exclusion et de moqueries.

**Est-ce le signe d'un échec de la mixité ?**

C'est l'échec d'une certaine mixité. Dans ce domaine, en Europe, on n'a fait que la moitié du chemin. On s'accorde pour affirmer que les filles et garçons doivent avoir les mêmes chances, mais on considère qu'il est prioritaire de canaliser la violence des garçons, et normal que des lieux publics soient accaparés par des collectifs produisant du virilisme, du sexisme et de l'homophobie. Ponctuellement, certaines villes reviennent à des espaces non mixtes. A Malmö (Suède) ou à Genève, la municipalité a ainsi mis en place des journées réservées aux filles dans les skateparks, afin qu'elles puissent reconquérir ces espaces.

**N'est-ce pas un retour en arrière ?**

Une séparation ponctuelle peut certes être utile mais ce n'est pas une solution durable. N'oublions pas qu'à l'époque de la non-mixité scolaire, en 1975, 30 % des bacheliers étaient des filles. Aujourd'hui, elles sont plus de 50 %. Ce que la mixité a apporté à l'école, il faut faire en sorte qu'elle l'apporte à l'espace public. Le changement passera bien sûr par l'éducation. La mixité ne va pas de soi, elle fonctionne dès qu'on met en place une pédagogie. Des écoles s'y emploient en supprimant les jeux de ballon et en définissant des lieux où les filles et les garçons jouent ensemble. Plus largement, il est souhaitable que les villes pensent des espaces inclusifs.

**Vous montrez que l'utilisation des transports diffère selon le genre. De quelle façon ?**

Dans les 6 000 foyers que nous avons interrogés, les femmes font 75 % des accompagnements d'enfants et de personnes âgées ou malades. Cela induit une utilisation de la ville différente et, paradoxalement, une emprise spatiale plus réduite. Les femmes ont des modalités de transport multiples, elles sont moins souvent seules, elles utilisent les transports en commun plutôt que la marche ou le vélo, ou elles privilégient la voiture.

**Pour lutter contre le réchauffement climatique, les collectivités cherchent à interdire la voiture en ville. A qui profite la ville durable, celle du vélo, du covoiturage et de la marche ?**

La ville durable profite surtout aux hommes jeunes et en bonne santé. Ces pratiques pourraient bien ressembler demain aux nouveaux habits de la domination masculine, en l'absence d'une approche critique développée dans l'écoféminisme. Des études au Québec montrent que, dans les quartiers où l'école est située dans une rue piétonnière, la journée des femmes s'allonge. Par ailleurs, la voiture représente pour les femmes une protection la nuit. Il est donc difficile d'y renoncer dans ces conditions.

**Quelle serait pour vous la définition d'une ville à la fois durable et égalitaire ?**

La vraie ville durable doit prendre en compte les générations : elle peut durer parce qu'elle se reproduit, qu'on peut y naître et y mourir. Accompagner les enfants à l'école ou les personnes âgées à l'hôpital, cela fait partie du pacte social. On parle beaucoup de ville intelligente mais la smart city est actuellement pensée par et pour les hommes en bonne santé qui veulent en faire un espace aseptisé : ils envisagent des solutions techniques qui mettent le corps à distance. Lors du Grenelle des mobilités à Bordeaux [lancé en 2011], les femmes, minoritaires, intervenaient peu et lorsqu'elles le faisaient, c'était pour soulever

des questions qui relèvent du *care* (le « soin aux autres ») : comment fait-on, dans une ville sans voiture, pour s'occuper des personnes âgées et des enfants qui fréquentent des écoles différentes ? Ces questions étaient marginalisées.

**N'êtes-vous pas sévère vis-à-vis des hommes ? N'ont-ils pas évolué avec les luttes féministes ?**

Nous sommes les héritiers, parfois un peu lâches, d'une société patriarcale qui refusait aux femmes le droit de vote ou l'autorité parentale. De nombreuses traces de cette société subsistent et nous sommes nombreux à vouloir que les choses changent. Nos recherches montrent que ce sont les institutions qui freinent l'égalité : ce sont donc elles qu'il faut réformer. On constate une prise de conscience des collectivités locales en France mais elle reste inégale. A Bordeaux, des campagnes très réalistes contre le harcèlement dans les transports en commun ont été mises en place et on a expérimenté les arrêts de bus à la demande. Mais d'autres villes préfèrent ignorer le problème. Lorsqu'on ne trouve pas de données sur les inégalités, c'est que la mairie n'a pas cherché à les collecter.

**Et à l'étranger, quels sont les modèles à suivre ?**

Certaines villes britanniques ont mis l'accent sur la sécurité des femmes en installant des boutons d'urgence dans les transports en commun. D'autres, comme Vienne ou Montréal, ont réduit les violences en privilégiant le sentiment de confort ou en améliorant l'éclairage, par exemple. En Suède, certaines municipalités ont réfléchi à un déneigement plus égalitaire : les services urbains s'occupent d'abord des trottoirs, qui sont plus souvent fréquentés par les femmes et les enfants, avant de déneiger la route, qui est majoritairement occupée par des hommes en voiture.

**Quels outils développer pour lutter contre les inégalités de genre ?**

Le budget genre permet aux municipalités de prendre conscience de l'injuste redistribution de l'offre publique de loisirs et donc de l'impôt. Il s'agit de lire le budget sous l'angle du genre, afin de rattraper progressivement les inégalités. Les marches de femmes – consistant à arpenter un quartier en groupe, pour y repérer des lieux à réaménager, et apporter un diagnostic – font aussi partie des outils d'une bonne démocratie participative : elles apportent une expertise différente dans les villes qui ont été construites par des hommes entre 40 et 70 ans, de classe supérieure et à la peau blanche. Il est aussi important d'évaluer les politiques en créant des observatoires des inégalités : ils pourraient exercer une fonction de veille et attribuer un label récompensant les ambiances urbaines réussies sous l'angle des rapports sociaux de sexe. ♦

## RÉSONANCES

PAR MICHEL NAEPELS,  
ANTHROPOLOGUE

## REVIVRE DANS LES LANDES

Il n'y aura pas d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Les historiens du contemporain décrivent les enjeux politiques de cette décision, et la multiplicité des groupes et des acteurs mobilisés depuis des années, voire des décennies, pour ou contre ce projet gaulliste. D'autres ont déjà retracé l'histoire de ces landes, de leur marginalité, de leurs usages agricoles et de la manière dont ceux-ci ont façonné le paysage – comme François de Beaulieu avec *La Mémoire des landes de Bretagne* (Skol Vreizh, 2014) –, ce qui aide à comprendre les formes d'agriculture et les usages, communs ou non, de la terre qui s'expérimentent dans la ZAD aujourd'hui.

Comme anthropologue travaillant dans des mondes ruraux lointains ou proches, un tel événement m'intéresse aussi parce que l'anthropologie – qu'elle étudie des chasseurs-collecteurs, des peuples indigènes ou des agricultures industrielles – a depuis longtemps décrit les relations entre formes de vie sociale et usages et représentations de l'environnement ou de la nature. L'anthropologie contemporaine interroge particulièrement la manière dont nos formes de vie sont tissées de relations avec d'autres espèces. Nous avons des expériences quotidiennes de plantes, d'animaux, de micro-organismes, mais aussi des usages instrumentaux (il faut bien manger !), et notre imagination est densément peuplée d'une multitude d'espèces.

### SOLIDARITÉ AVEC LE FLÛTEAU NAGEANT

Dans son ouvrage *Flight Ways. Life and Loss at the Edge of Extinction* (« voies migratoires, la vie et la perte au bord de l'extinction », Columbia University Press, 2014), Thom van Dooren montre comment les disparitions actuelles d'espèces animales et végétales sont liées à des activités humaines, par la destruction des habitats sauvages, l'exploitation directe et la chasse de certaines espèces, l'introduction de nouveaux produits chimiques toxiques, les impacts du changement climatique.

Nous avons bien du mal à assumer notre capacité à altérer profondément et systématiquement les possibilités de vie des autres êtres vivants – et, par un effet de retour dont nous avons trop peu conscience, les nôtres aussi. La reproduction sociale des sociétés humaines est conditionnée par la reproduction, généralement tenue pour évidente mais pourtant très problématique, de la fécondité de la nature, qui à ses propres conditions (en termes de biodiversité), et ses propres temporalités, auxquelles nous demeurons peu attentifs. Notre environnement, ce sont aussi ces liens entre les formes de vie qui se défont peu à peu, que nous défaisons peu à peu. Et les problèmes environnementaux que cela entraîne touchent en premier lieu la vie des populations les plus dominées.

Il n'est pas indifférent que les terrains disputés de Notre-Dame-des-Landes – comme naguère au Testet, à Sivens – soient des zones humides. Les projets de destruction pure et simple de telles zones (l'aménagement aéroportuaire et routier aurait entraîné le défrichement et la dégradation des sols à Notre-Dame-des-Landes), ou leur disparition par drainage, barrage et irrigation (et intensification de l'agriculture, à Sivens), portent atteinte à leurs fonctions écologiques de régulation des ressources en eau, de filtrage et de dépollution, ainsi qu'à leur caractère de réservoir de biodiversité. En France, au XX<sup>e</sup> siècle, deux tiers des surfaces des zones humides ont disparu, asséchées ou détruites.

Le bocage humide de Notre-Dame-des-Landes, ses prairies, ses bosquets, ses mares, le maillage serré de ses haies, abritent plusieurs espèces rares et des populations importantes d'oiseaux, d'amphibiens, de libellules. A Sivens, Rémi Fraisse s'intéressait à la protection des renoncules à feuilles d'ophioglosse, une plante sauvage rare et protégée des prairies humides et ouvertes. L'anthropologie nous montre que la fragilité de ce bouton d'or, la vulnérabilité du flûteau nageant, du campagnol amphibie, du triton de Blasius ou de la chouette chevêche de Notre-Dame-des-Landes, ne sont pas sans liens avec notre propre vulnérabilité sociale. Cette solidarité écologique implique qu'on se préoccupe des voies migratoires des oiseaux plutôt que des aéroports, et qu'on reconnaisse qu'une agriculture raisonnable conditionne une biodiversité remarquable. ♦

### MICHEL NAEPELS

Anthropologue et historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de recherche au CNRS

# La caisse enregistreuse

## Inventaire avant liquidation

ANNE DUJIN

Elle est née en 1879 à Dayton, dans l'Ohio. Et elle a commencé par trôner sur le comptoir d'un salon. Son inventeur, James Ritty, cherchait un moyen de lutter contre les pratiques peu scrupuleuses de certains de ses employés qui, selon lui, se servaient dans la caisse. Surnommée par ses soins la « *caisse incorruptible* », elle est rapidement devenue, dans l'imaginaire des patrons de commerce américains, symbole de moralité et d'efficacité. Mais elle eut vite une autre fonction que le contrôle des employés : l'historienne américaine Susan Spellman a montré, dans un travail de thèse, comment elle permit également le suivi des transactions et la mise en place d'une véritable comptabilité. Ayant lui-même acheté un exemplaire à James Ritty en 1882, John Patterson constata rapidement son effet positif sur l'état de ses comptes. Rachetant l'entreprise de Ritty, il fonda en 1885 la National Cash Register (NCR), qui deviendra le premier fabricant mondial de caisses enregistreuses.

La caisse entre alors peu à peu dans le quotidien des patrons de commerce et de leurs employés, mais aussi de leurs clients, qui se familiarisent avec le tintement de la cloche accompagnant chacun de leur passage. Elle joue un rôle-clé dans la formation de ce que le sociologue Franck Cochoy appelle la « *chaîne de prix* », qui modifie profondément les rapports entre commerçants et clients. « *Les fabricants ont fait des efforts considérables pour développer des systèmes d'affichage des prix clairs et justes, non seulement sur l'appareil de caisse lui-même, mais également dans le magasin* », explique-t-il.

### LA CONFIANCE DU CONSOMMATEUR

A la fin des années 1920, les premières caisses électroniques affichent le prix côté commerçant, puis côté client. Viendront ensuite l'impression de tickets, puis l'affichage sur la machine non plus seulement du total des achats, mais du montant à rendre. Parallèlement, l'étiquetage des produits dans l'ensemble du magasin, permettant de vérifier la cohérence entre prix affiché et paiement à la caisse, se généralise, recommandé par les fabricants de caisses eux-mêmes. « *Toutes ces innovations ont participé d'une stratégie destinée à renforcer la confiance du consommateur et sa fidélité, en même temps que l'efficacité et les profits des commerçants* », explique Franck Cochoy.

Mais la caisse enregistreuse a surtout été le moteur de la plus grande transformation que connut le monde du commerce au XX<sup>e</sup> siècle : la généralisation du libre-service et de la grande distribution. Ce phénomène, parce qu'il accroissait considérablement les besoins d'équipement en caisses, a d'ailleurs été activement soutenu par la NCR, aux Etats-Unis puis dans l'Europe de l'après-guerre. L'historien Tristan Jacques a même montré comment la NCR a littéralement formé les entrepreneurs de commerce français aux principes de la vente en libre-service à travers les séminaires Modern Merchants Methods (« *méthodes marchandes modernes* ») : « *L'hypermarché français, inventé par Carrefour en 1963, différait dans ses*

Née aux Etats-Unis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette machine a façonné emplois et achats en permettant l'avènement du libre-service. Portrait, alors que la grande distribution est en passe de l'abandonner

*principes des grandes surfaces américaines. Mais il est sans aucun doute le résultat de la diffusion d'un nouveau modèle de distribution américain* », dont la caisse enregistreuse était un élément central.

Et ce mouvement ne cessa de s'approfondir. Pour l'économiste Philippe Moati, professeur à l'université Paris-Diderot, « *la grande distribution est l'avatar commercial du fordisme, avec l'application de principes industriels au secteur des services : l'intensification en capital, et la substitution croissante du capital au travail* ». La caisse représente l'investissement en capital qui permet d'optimiser et d'économiser toujours davantage le travail. « *L'alignement des caisses à la sortie du magasin est, de ce point de vue, un pur équivalent de la chaîne de montage dans l'industrie* », tandis que la caissière devient l'« *ouvrière spécialisée* » de la grande distribution.

A mesure que sa technologie se perfectionne, la caisse enregistreuse permet une rationalisation toujours plus grande des métiers. Sophie Bernard, professeure de sociologie à Paris-Dauphine et chercheuse à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales, évoque ainsi les conséquences de l'apparition du code-barres, qui se généralise en Europe dans les années 1980 : « *Jusqu'à dans les années 1970, les caissières travaillent pour la plupart à plein-temps, selon un planning défini*

*à l'avance, avec une pause à midi. Le code-barres a participé à intensifier le travail et permis des gains de productivité, avec à la clé des besoins moins importants en personnel. L'informatisation des caisses a aussi permis de contrôler le travail des caissières au travers de la fixation d'objectifs – par exemple, le nombre de produits à scanner à la minute. En rendant possible une meilleure connaissance des variations du flux de clientèle – les heures pleines et les heures creuses –, l'introduction du scanner a également conduit à une adaptation des horaires des caissières, se soldant par le déploiement de temps partiels variables et éclatés.* »

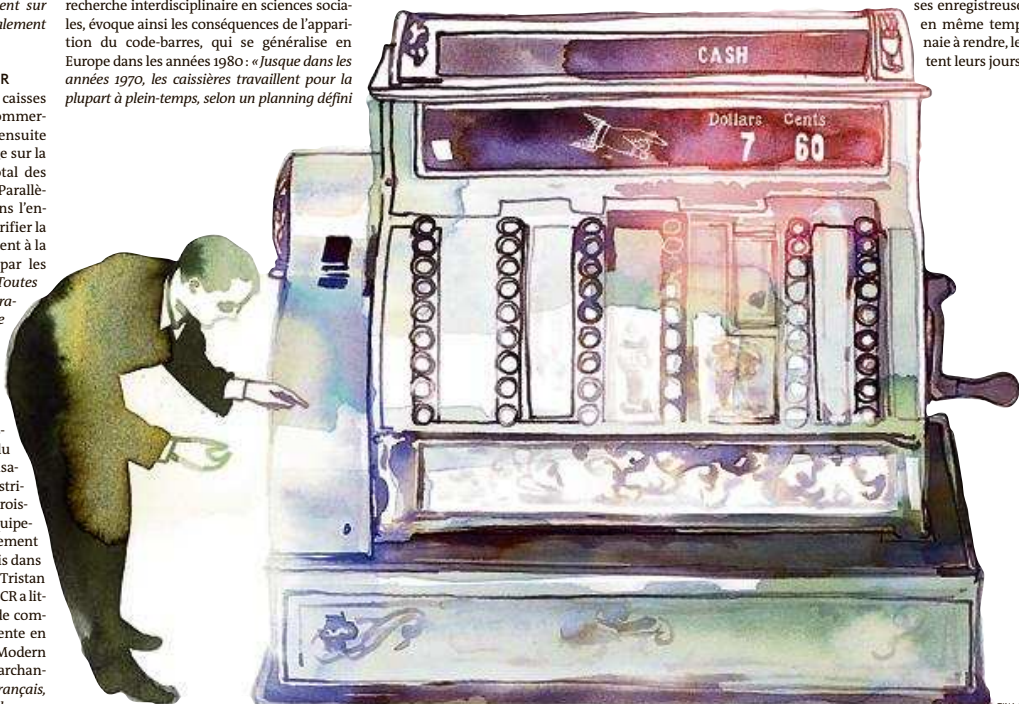
Mais les effets de ces transformations technologiques vont au-delà des conditions de travail. Dans les années 1990, la montée en puissance du marketing et la volonté de mieux connaître les attentes des consommateurs confirmeront la caisse dans son rôle primordial. « *Les caisses informatisées, qui enregistrent chaque passage et associent un ticket de caisse avec une carte de fidélité, permettent d'émettre des bons de réduction personnalisés, en fonction des préférences des clients* », rappelle Philippe Moati.

### « SELF SCANNING » ET « SELF CHECK-OUT »

Le dispositif continue d'évoluer, au point de ne plus nécessiter l'intervention systématique de personnel pour le faire fonctionner. Les années 2000 voient l'apparition des systèmes de « *self-scanning* » (le client scanne lui-même les produits dans son chariot et règle en caisse) et de la machine « *self-check-out* », la fameuse « *caisse automatique* », dont les conséquences sur l'emploi font régulièrement l'objet

d'inquiétudes sociales. Mais, ironie de l'histoire, les innovations technologiques en cours semblent sur le point de faire disparaître... la caisse elle-même. « *Le-commerce et le drive, en forte croissance, sont déjà des formes de commerce sans caisse et sans caissière* », note Sophie Bernard. Quant au concept de « *supérette intelligente* » développé par Amazon, où des capteurs détectent les produits pris dans les rayons et débitent automatiquement le compte à la sortie du magasin, il annonce la dissolution prochaine de l'objet, remplacé par un nuage de numérique et d'intelligence artificielle.

La caisse aura-t-elle définitivement disparu quand nous paierons avec l'empreinte digitale de notre index, ou notre iris ? Le marché de la distribution se segmentant, elle restera sans doute active dans les petits commerces de centre-ville. Mais elle ne sera plus présente dans l'essentiel des pratiques d'achat. Signe que la place de la caisse enregistreuse a déjà beaucoup reculé dans l'imaginaire collectif, elle ne figure plus dans la liste des jouets incontournables que compte une chambre d'enfant, comme ce fut le cas dans le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Au moment où la France s'apprête à basculer dans la consommation de masse, Roland Barthes, dans *Mythologies* (Seuil, 1957), déplorait la multiplication des jouets en plastique « *qui préfigurent littéralement l'univers des fonctions adultes* », ne pouvant évidemment que « *préparer l'enfant à les accepter toutes, en lui constituant avant même qu'il réfléchisse l'alibi d'une nature qui a créé de tout temps des soldats, des postiers et des Vespa*... » et, jusqu'à un passé récent, des caisses enregistreuses. Aujourd'hui, en même temps que la monnaie à rendre, les caisses comptent leurs jours. ♦



TINA BERNING





«Probably Chelsea», installation d'Heather Dewey-Hagborg à la Fridman Gallery, à New York, en août 2017. JOHANNES SCHMITT-TEGG/DP/PICTURE ALLIANCE/MAX PPP

Ces masques ont tous été créés à partir d'échantillons d'ADN de la lanceuse d'alerte. L'artiste américaine Heather Dewey-Hagborg veut ainsi mettre en garde contre les failles des techniques de profilage génétique

# Trente fois Chelsea Manning

FRÉDÉRIC JOIGNOT

Ces trente visages suspendus dans l'espace, ressemblants mais différents, au genre difficile à déterminer, présentant des variations de traits et des yeux de diverses couleurs, ont été reconstitués à partir d'échantillons d'ADN de la lanceuse d'alerte Chelsea Manning. Exposée du 31 janvier au 4 février à Transmediale, festival berlinois consacré aux nouveaux médias et à la culture numérique, l'installation «Probably Chelsea» a été créée par l'artiste américaine Heather Dewey-Hagborg au début de l'année 2017.

A cette époque, Chelsea Manning, condamnée à trente-cinq ans de réclusion pour espionnage après avoir transmis à WikiLeaks, en 2010, 700 000 documents militaires confidentiels, purgeait sa peine à la prison militaire pour hommes de Fort Leavenworth, au Kansas. Pour l'armée, l'ancien analyste du renseignement militaire, dont l'image en uniforme, béret sur le front, cravaté, cheveux courts, a fait le tour du monde lors de son procès en juin 2013, s'appela Bradley Manning et était un homme. Mais, derrière les barreaux, Manning demandait qu'on l'appelle Chelsea, se déclarait transgenre – disant se considérer comme une femme « depuis l'âge de 5 ans » –, se laissait pousser les cheveux et voulait suivre un traitement de réassignation sexuelle. Le Pentagone refusait, et lui faisait régulièrement raser la tête.

Chelsea a fait deux tentatives de suicide avant que l'armée américaine n'accède à sa demande, en septembre 2016. Elle avait alors déclaré : « C'est tout ce que je voulais : qu'ils me laissent être moi. » Saluée par les mouvements queer et LGBT, elle a commencé sa transformation en femme. Mais, étant donné ses conditions de détention très strictes, personne ne connaissait l'apparence de la nouvelle Chelsea.

C'est alors qu'Heather Dewey-Hagborg entame une correspondance avec elle. L'artiste s'intéresse, depuis plusieurs années, aux technologies de profilage génétique et à la création de portraits-robots à partir d'ADN. En 2013, pour son projet «Stranger Visions», elle a réalisé une série de «portraits potentiels» à partir d'échantillons d'ADN extraits de mégots ou de chewing-gums ramassés dans la rue ; un algorithme déterminait une apparence probable – une technique que la police utilise aux États-Unis – puis l'artiste imprimait le résultat en 3D. Elle veut ainsi alerter le public sur notre «vulnérabilité génétique» et sur la large marge d'erreurs que comportent ces procédés.

La prisonnière lui ayant discrètement envoyé des échantillons de cheveux et de salive, Heather Dewey-Hagborg entreprend de reconstituer son visage. Toutes deux veulent montrer à quel point l'identité est une chose changeante, et qu'elle ne saurait être résumée à une seule image, comme sur un passeport – Chelsea en est la preuve vivante. Qu'il est dangereux et trompeur d'associer un visage à une séquence ADN : un phénotype – les traits caractéristiques observables d'un corps et d'un visage – ne dépend pas entièrement d'un génotype. Par exemple, la détermination génétique de la couleur des yeux est fiable à seulement 60 %, assure Dewey-Hagborg. Il faut donc lutter «contre les stéréotypes qui sont implicites dans ces technologies».

Aujourd'hui, chacun connaît le vrai visage de la lanceuse d'alerte. Peu avant son départ de la Maison Blanche, Barack Obama a commué sa peine. Libérée le 17 mai 2017, elle a publié le lendemain une photo d'elle-même sur son fil Twitter, cheveux blonds, légèrement maquillée : « Okay, so here I am everyone !! » Et le 13 janvier, elle a annoncé qu'elle se portait candidate à l'investiture démocrate dans le Maryland pour les élections sénatoriales de novembre. ♦